

L'Iran au lendemain de l'accord nucléaire

Conférence de M. François Nicoullaud

Ancien ambassadeur de France en Iran

Mercredi 2 décembre 2015

L'accord signé par l'Iran sur le nucléaire le 14 juillet 2015 est historique. Il s'étendra sur 15 ans et ne sera vraiment opérationnel que lorsque l'Iran aura mis en place les dispositifs attendus par l'Agence internationale de l'Énergie atomique basée à Vienne.

Subsistent néanmoins beaucoup d'incertitudes.

Incertitudes liées à la situation iranienne

Les fondamentalistes restent opposés à cet accord. Ils l'ont accepté de mauvaise grâce, mais leur influence sur la vie politique iranienne reste considérable. En effet le cœur du pouvoir est détenu par le Conseil de la révolution, avec à sa tête le Guide suprême, et ce conseil, constitué uniquement de fondamentalistes, contrôle une armée d'élite, la police, l'information et les services secrets. Il existe néanmoins à l'assemblée nationale deux autres partis, les modérés, d'où est issu le président actuel, Rohani, et les réformateurs. Les fondamentalistes préféreraient la situation avant accord, marquée par l'isolement du pays, gage de maintien des valeurs traditionnelles de la révolution et moyen d'enrichissement pour certains, par le biais des sanctions mises par l'étranger.

Si les fondamentalistes ont fini par accepter l'accord, c'est en raison du mécontentement de la population face aux sanctions et de son désir de prospérité et de liberté. Cette population, de plus en plus éduquée et urbanisée, s'est d'ailleurs révoltée parfois et cela a fait peur aux fondamentalistes qui ont fini par accepter l'accord. Mais ils veulent l'appliquer *a minima* et font preuve de la plus grande méfiance à l'égard de l'étranger.

Par ailleurs, les Iraniens savent que les États-Unis restent très méfiants. Les républicains disent vouloir dénoncer l'accord et Hillary Clinton veut l'appliquer *a minima*. Toutefois beaucoup pensent que, d'ici janvier 2017, la perspective de son application aura produit suffisamment d'effets bénéfiques pour que sa ratification par le Congrès ne soit pas remise en cause.

Comme tout président de l'Iran Rohani est faible, compte tenu de la domination du guide suprême. Mais les échéances électorales à venir et qui auront lieu en février 2016 peuvent modifier la donne. Ces élections concernent à la fois le conseil de la révolution et l'assemblée. Le conseil cherche à contrôler l'assemblée en acceptant ou non les candidatures sans apporter de justification, mais il sait aussi que la population peut descendre dans la rue, ce qui peut le conduire à laisser se présenter des candidats non conformes. De ce fait on pourrait avoir une majorité réformatrice à l'assemblée, ce qui arrangerait Rohani.

Les réformateurs ont déjà été aux affaires, mais toutes leurs lois ont été bloquées par le conseil pour non-conformité aux principes de la République islamique ce qui a mécontenté la population et amené au pouvoir Ahmadinedjad, élu sur le thème de la lutte contre la

corruption. Rohani semble *a priori* dans une position plus favorable que celle des réformateurs au début des années 2000, car d'une part il a une remarquable connaissance du milieu politique et du dossier nucléaire –ce qui lui a permis d'imposer ses vues au guide– d'autre part il bénéficie du fait que, dans le contexte actuel des conflits du Moyen-Orient, l'Iran est devenu un acteur incontournable.

Les incertitudes dues au rôle des autres puissances

La place nouvelle de l'Iran se voit dans le fait que la Syrie d'Al-Assad se met dans les mains de l'Iran, ce qui permet à celui-ci de faire partie des négociateurs sur la paix en Syrie. L'Iran cherche à créer un arc chiite pour barrer la route à Daesh et, en même temps, pour faire pendant à l'influence d'Israël. Cette présence chiite, notamment au Liban (le Hezbollah) hérisse tout le monde sunnite. Néanmoins l'Iran affirme être favorable à une société multiconfessionnelle en Syrie, et non pas uniquement chiite, et se prononce pour des élections libres.

La Russie est avant tout désireuse de rester présente en Syrie dans certaines villes considérées comme cruciales sur le plan stratégique. Néanmoins elle réalise que sa victoire aérienne ne suffit pas à lui assurer une présence au sol décisive.

L'Arabie saoudite reste le grand adversaire de l'Iran, les chiites étant avant tout des « infidèles ». L'axe chiite est perçu par les saoudiens comme une menace, en particulier parce que celui-ci est présent au Yémen et sur la rive ouest du golfe persique, une partie de la population de l'Arabie saoudite étant elle-même chiite (15%). L'Irak est majoritairement chiite et en Syrie, les alaouites sont alliés des chiites. En Arabie saoudite, Ben Salman, le jeune prince qui dirige de fait, est en guerre au Yémen, contre les chiites, sans réel succès jusque-là. On sait par ailleurs que les djihadistes de Syrie sont financés par l'Arabie saoudite.

La Turquie a été au départ nettement en faveur de Daesh pour faire tomber le régime de Bachar Al Assad. Désormais c'est la question kurde qui prime aux yeux d'Erdogan.

La France et les États-Unis ont toujours eu des positions délicates, ne voulant soutenir ni Al-Assad ni Daesh. Mais aujourd'hui, il est clair qu'ils se rapprochent du régime en place.

Actuellement le pays qui s'engage le plus au sol en Syrie (avec des pertes y compris chez les officiers) est l'Iran. Mais la population iranienne se sent peu impliquée et l'Iran sait que la solution sera diplomatique et non militaire. Dans cette configuration, Rohani peut jouer un rôle important. Le grand enjeu des négociations actuelles n'est pas seulement le sort de la Syrie. Le rapprochement entre l'Iran et l'Arabie saoudite est aussi sur la table. L'Iran a fait quelques gestes, mais sa présence en Irak et au Yémen est pour l'instant un obstacle majeur. Dans cette négociation la France pourrait jouer un rôle important, sachant que son image qui était assez négative pendant la préparation de l'accord sur le nucléaire, est maintenant plus favorable, depuis le voyage de Laurent Fabius en Iran.

Dans sa réponse aux questions M. François Nicoulaud est conduit à livrer ses appréciations sur plusieurs questions relatives à l'Iran et au Moyen-Orient :

- L'alliance actuelle entre l'Iran et la Russie est stratégique donc solide, malgré un lourd contentieux entre les deux pays dû à la présence russe sur des territoires perses au XIXème siècle. L'Occident ne peut donc compter aujourd'hui sur l'espoir de les diviser, d'autant que la Russie va bientôt fournir des armes anti-aériennes à l'Iran.

- Daesh dispose de ressources pétrolières importantes et l'Iran n'a pas les moyens de bombardier ses installations. La vente du pétrole par Daesh passe par des réseaux complexes et il est probable que même l'Europe achète sans le savoir une partie de cet or noir.

- La question des droits de l'homme (et de la femme) se pose évidemment en Arabie saoudite, mais ce pays reste un acteur incontournable dans la recherche de solutions diplomatiques dans la région.

- L'Irak reste un pays profondément affaibli par la division entre sunnites et chiites, par la corruption et par la lutte contre Daesh. Il bénéficie néanmoins d'une constitution réellement démocratique, d'une armée qui se reconstitue et du recul de Daesh sur son territoire.

- La population iranienne est dans une phase d'émancipation remarquable. Urbaine et éduquée, elle soutient Rohani. Les femmes jouent un rôle très important dans cette évolution : elles sont plus nombreuses que les hommes à l'université (en partie parce que ce statut leur permet d'échapper à un mariage trop précoce et imposé), divorcent si nécessaire et possèdent un taux de fécondité beaucoup plus bas qu'il y a 30 ans, comparable à celui de la France.

- Le pétrole du Moyen-Orient, quelle que soit son origine, intéresse toutes les puissances asiatiques y compris bien sûr la Chine. L'Iran sera donc sollicité. La Russie sait aussi qu'elle ne pourra rien faire dans cette région sans l'Arabie saoudite, premier producteur de la zone. La question pétrolière interfèrera donc dans les négociations.

- Si les relations entre la France et l'Iran ont été tendues au moment de la guerre entre Iran et Irak, elles se sont beaucoup améliorées dès 1988. L'image de la France reste très positive, car, contrairement à d'autres puissances, la France n'a pas colonisé l'Iran au XIX ème siècle et/ou au XX ème siècle. Les entreprises françaises devraient profiter de ce climat favorable.